

Chambre des représentants

Kamer van volksvertegenwoordigers

Question Parlementaire

Parlementaire Vraag

Document : 55 2020202106714

Session / zitting :

20202021 (SO)

20202021 (GZ)

Dépôt / Geregistreerd : 27/11/2020

Auteur : JADIN Katrin

Départements interrogés Bevraagde departementen	N° de question Vraagnummer	Fin délai Einde termijn
6 V.E.M. en M. Sociale Zaken en Volksgezondheid V.P.M. et M. Affaires sociales et Santé publique	228	05/01/2021

Le revenu complémentaire défiscalisé pour le secteur sportif (QO 9391C).

Suite au jugement de la Cour constitutionnelle, le système de revenus complémentaires exonérés d'impôt à 500 euros par mois pour travail associatif a été annulé et ses effets prendront fin le 31 décembre 2020.

Surtout le secteur sportif ne peut se retrouver dans la décision de la Cour constitutionnelle car ce système leur était particulièrement bénéfique. Selon mes informations, 70 à 80 % de personnes ayant eu recours à ce système étaient issues du milieu sportif. Et il est vrai que ce système a permis de sortir de la zone grise les petites sommes qui auparavant ont été payé "en noir" aux entraîneurs, arbitres et autres personnes volontairement impliqués dans un club sportif.

Étant donné que la date d'expiration approche à grands pas, les associations sportives mais également les nombreuses ASBL qui ont eu recours à ce régime avantageux se demandent si une solution pour les revenus complémentaires défiscalisés puisse encore être trouvée. Dans la déclaration du gouvernement, je n'ai pas trouvé de trace que la mise en place d'un système alternatif soit à l'ordre du jour.

1. Que prévoit l'accord du gouvernement à ce sujet?
2. Les associations sportives et les ASBL peuvent-elles toujours encore espérer une alternative avant la fin de l'année 2020?



LE MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SANTE PUBLIQUE
DE MINISTER VAN SOCIALE ZAKEN EN VOLKSGEZONDHEID

Réponse à la question parlementaire n° 228 du 27 novembre 2020 de madame JADIN Katrin, Députée

L'Honorable Membre trouvera ci-dessous la réponse à ces questions.

La loi du 18 juillet 2018 « relative à la relance économique et au renforcement de la cohésion sociale », qui concerne notamment le travail associatif, a été invalidée par la Cour constitutionnelle avec effet au 31 décembre 2020.

L'accord de gouvernement énonce à cet égard qu' « En concertation avec les secteurs concernés, nous introduirons un nouveau règlement sur le travail associatif, qui entrera en vigueur au 1er janvier 2021. Nous prendrons en compte les observations formulées par la Cour constitutionnelle dans son arrêt du 23 avril 2020. »

Vu le contexte de la crise sanitaire et les défis socio-économiques auxquels le gouvernement doit simultanément faire face, il s'est avéré que la date du 1er janvier 2021 ne pouvait être tenue pour l'introduction d'un nouveau règlement dans le plein respect d'une large concertation avec les secteurs concernés.

Comme vous le savez, en décembre, le gouvernement s'est donc mis d'accord pour traiter la question du travail associatif en deux phases : d'abord en apportant une solution temporaire pour 2021, puis en élaborant un régime définitif au plus tard en 2022.

Le dispositif temporaire pour 2021 est ancré dans la loi du 24 décembre 2020 sur le travail associatif. Le régime s'appliquera du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021. Le gouvernement s'est basé sur le projet de loi n° 1.433 sur le travail associatif, dont vous êtes un des co-auteurs.

Pour l'instant, cette loi est limitée au secteur du sport. Toutefois, le gouvernement a accepté d'examiner si la loi pouvait être étendue aux activités socioculturelles. Dans l'intervalle, mes collaborateurs ont consulté les représentants des activités socioculturelles pour savoir si, et dans quelles conditions et pour quelles activités, ils considèrent que l'inclusion dans le régime temporaire pour 2021 est souhaitable. Les représentants demandent que le travail associatif soit étendu aux activités énumérées à l'article 3, 5° et 15° de la loi du 18 juillet 2018 relative à la relance de l'économie et au renforcement de la cohésion sociale. Il s'agit de :

- “Accompagnateur artistique ou technico-artistique dans le secteur des arts amateurs, le secteur artistique ainsi que le secteur de l'éducation culturelle”
- ☐ “Animateur de formations, de conférences, de présentations ou de spectacles sur des thèmes culturels, artistiques et sociétaux dans le secteur socio-culturel, sportif, de l'éducation culturelle, de l'éducation artistique et des arts”

Toutefois, lors de la discussion de ce résultat au sein du gouvernement, il a été demandé d'examiner si le cadre temporaire pouvait être étendu aux activités énumérées ci-dessous, en plus des activités socioculturelles proposées.

- ☐ Concierge d'infrastructure de jeunesse, sportive, culturelle et artistique (déjà prévu pour le sport);
- ☐ Guide ou accompagnateur d'arts, de patrimoine ou de la nature;
- ☐ Accompagnateur dans l'accueil organisé à l'école avant, pendant et/ou après les heures d'école ou pendant les congés scolaires ainsi que lors du transport de et vers l'école;
- ☐ La garde de nuit, à savoir le fait de dormir chez des personnes ayant besoin d'aide, et la garde de jour de ces personnes, selon les modalités et critères de qualité à élaborer par chaque Communauté;
- ☐ Accompagnateur dans les voyages scolaires, les activités scolaires, les activités du comité des parents ou du conseil des parents et dans les travaux d'embellissement occasionnels ou à petite échelle de l'école ou de son aire de jeux;
- ☐ Accueil de bébés et jeunes enfants et accueil extrascolaire d'enfants scolarisés selon les modalités et critères de qualité à élaborer par chaque Communauté.

Pour chaque activité proposée en plus, un groupe de travail a identifié les personnes à consulter afin de déterminer le plus objectivement possible si une extension est nécessaire. Mes collaborateurs organisent actuellement des consultations avec ces différents interlocuteurs. J'ai l'intention d'achever cette vaste consultation dès que possible et d'en présenter les conclusions au gouvernement.

Une fois que la discussion sur l'extension du champ d'application du régime temporaire pour 2021 sera terminée, mes collègues et moi-même pourrons nous concentrer pleinement sur l'élaboration du régime définitif à partir de 2022.

Nous consulterons bien sûr les organisations coupoles des secteurs sportif et socioculturel, par exemple, mais aussi les partenaires sociaux du Conseil national du travail, les administrations compétentes et les autres acteurs concernés.

Antwoord op de parlementaire vraag nr. 228 van 27 november 2020 van mevrouw JADIN Katrin, Volksvertegenwoordiger

Het Geachte Lid vindt hieronder het antwoord op haar vragen.

De wet van 18 juli 2018 “betreffende de economische relance en de sociale cohesie” inzake, o.a. het verenigingswerk, werd vernietigd door het Grondwettelijk Hof vanaf 1 januari 2021.

Het Regeerakkoord vermeldt het volgende: “We voeren in overleg met de betrokken sectoren een nieuwe regeling inzake verenigingswerk in, die in werking zal treden op 1 januari 2021. We houden hierbij rekening met de opmerkingen gemaakt door het Grondwettelijk Hof in haar arrest van 23 april 2020.”

Gelet op de gezondheids crisis en de sociaal-economische uitdagingen waarmee de regering tegelijkertijd wordt geconfronteerd, bleek de datum van 1 januari 2021 niet haalbaar voor de invoering van een nieuwe regeling met volledige eerbiediging van een breed overleg met de betrokken sectoren.

Zoals u weet heeft de regering in december daarom afgesproken om het verenigingswerk in 2 fasen aan te pakken: eerst voorzien in een tijdelijke oplossing voor 2021 om vervolgens tegen uiterlijk 2022 een definitieve regeling uit te werken.

De tijdelijke regeling voor 2021 is verankerd in de wet van 24 december 2020 betreffende het verenigingswerk. De regeling geldt van 1 januari 2021 tot en met 31 december 2021. De regering heeft zich hiervoor gebaseerd op het wetsvoorstel nr. 1.433 betreffende het verenigingswerk, waarvan u medeauteur bent.

Deze wet is voorlopig beperkt tot de sportsector. Binnen de regering werd echter afgesproken om te onderzoeken of de wet kon uitgebreid worden tot socio-culturele activiteiten. Mijn medewerkers hebben intussen overlegd met vertegenwoordigers van de socio-culturele activiteiten om te bekijken of, en onder welke modaliteiten en voor welke activiteiten zij een inpassing in de tijdelijke regeling voor 2021 wenselijk achten. Zij zijn vragende partij om het verenigingswerk uit te breiden met de activiteiten vermeld in artikel 3, 5° en 15°, van de wet van 18 juli 2018 betreffende de economische relance en de versterking van de sociale cohesie. Het gaat om:

- “Artistieke of kunsttechnische begeleider in de amateurkunstensector, de artistieke en de cultuur-educatieve sector;”
- “Verstrekker van opleidingen, lezingen, presentaties en voorstellingen over culturele, artistieke en maatschappelijke thema's in de socioculturele, sport-, cultuur-, kunsteducatieve en kunstensector;”

Tijdens de bespreking in de regering van dit resultaat werd echter gevraagd om te onderzoeken of de tijdelijke regeling bijkomend kan uitgebreid worden tot onderstaande activiteiten, bovenop de voorgestelde socio-culturele activiteiten.

- Conciërge van jeugd-, sport-, culturele en artistieke infrastructuur (nu reeds voorzien voor sport);
- Gidsen of publieksbegeleider van kunsten, erfgoed en natuur;
- Begeleider in de opvang voor, tijdens en/of na de schooluren georganiseerd op de school of tijdens schoolvakanties evenals bij het transport van en naar de school;
- De nachtoppas, te weten het inslapen, evenals de dagoppas bij hulpbehoevende personen volgens de voorwaarden en kwaliteitscriteria die iedere gemeenschap bepaalt;

- Begeleider van schooluitstappen, activiteiten op school, activiteiten van het oudercomité of de ouderraad;
- Opvang van baby's en peuters en buitenschoolse opvang van schoolgaande kinderen volgens de voorwaarden en kwaliteitscriteria die iedere Gemeenschap bepaalt.

Voor elke activiteit die bijkomend is voorgesteld, werd door een beleidswerkgroep vastgesteld met wie overlegd moet worden om zo objectief mogelijk te kunnen bepalen of een uitbreiding vereist is. Mijn medewerkers zijn het overleg met deze verschillende gesprekspartners momenteel aan het organiseren. Het is mijn bedoeling om dit uitgebreide overleg zo snel mogelijk af te ronden en de conclusies ervan voor te leggen aan de regering.

Wanneer de discussie over de uitbreiding van het toepassingsgebied van de tijdelijke regeling voor 2021 is afgerond, kunnen mijn collega's en ikzelf ons ten volle toeleunen op het uitwerken van de definitieve regeling vanaf 2022.

We zullen uiteraard overleggen met koepelorganisaties van bijvoorbeeld de sport en socio-culturele sector, maar ook met de sociale partners in de Nationale Arbeidsraad, de betrokken administraties en andere betrokken actoren.

Le Ministre,

De Minister,



Frank VANDENBROUCKE